



Le rapport au travail : mise en lumière de l'agentivité des jeunes en situation de vulnérabilité au Québec et en France

María Eugenia Longo

Professeure
Centre Urbanisation Culture Société
Institut national de la recherche scientifique
maria-eugenia.longo@inrs.ca

Claire Bidart

Directrice de recherche
Laboratoire d'Économie et de Sociologie du travail
CNRS – Aix-Marseille université
claire.bidart@univ-amu.fr

Jérémy Alfonsi

Chargé d'études
Centre d'études et de recherches sur les qualifications
jeremy.alfonsi@cereq.fr

Marjolaine Noël

Professionnelle de recherche
Centre Urbanisation Culture Société
Institut national de la recherche scientifique
marjolaine.noel@inrs.ca

Thierry Berthet

Directeur de recherche
Laboratoire d'Économie et de Sociologie du travail
CNRS – Aix-Marseille université
thierry.berthet@univ-amu.fr

Résumé

Le travail occupe une place importante dans la vie des sociétés et des individus, notamment en tant que vecteur d'intégration sociale et source d'identité, en dépit de contextes historiques de précarisation de l'emploi. Les recherches et comparaisons internationales sur les rapports des jeunes au travail sont nombreuses, mais tendent à offrir une image peu diversifiée de la jeunesse. Cet article se focalise sur les spécificités des rapports au travail des jeunes en situation de vulnérabilité, ce qui conduit à interroger les processus par lesquels ils développent leur agentivité. En effet, l'analyse qualitative inductive et la mise en perspective internationale

systematique d'entretiens individuels réalisés auprès de jeunes en situation de vulnérabilité sur le marché du travail (décrocheurs, immigrants, autochtones, ruraux, surqualifiés) au Québec et en France montrent que l'activité professionnelle reste importante pour eux et constitue une plaque tournante autour de laquelle la vie se structure et prend du sens. L'inactivité est très mal vécue par ces jeunes et provoque plutôt un positionnement critique vis-à-vis de l'aide sociale. De plus, s'ils sont fortement touchés par la précarité matérielle, et si l'aspect financier reste prédominant parmi les raisons les incitant à travailler, celui-ci touche toutefois des dimensions variées. Enfin, malgré de lourdes épreuves vécues, les jeunes décrivent plutôt avec pragmatisme et optimisme le marché du travail.

Mots-clés : jeunes, rapport au travail, vulnérabilité, agentivité, comparaison internationale

The Relationship to Work: Highlighting the Agency of Youth in Vulnerable Situations in Quebec and France

Abstract

Work plays an important role in the lives of both societies and individuals. It serves as both a means for social integration and a source of identity, notwithstanding historical contexts marked by precarious employment. Whereas much international research and many comparative studies have addressed young people's relationship to work, the existing literature tends to paint a rather uniform picture of youth. This article begins with a focus on the unique aspects of the relationship to work among vulnerable youth, which leads to an exploration of the processes by which these individuals develop agency. Coupled with inductive qualitative analysis, the systematic international perspective provided by interviews conducted with vulnerable youth (dropouts, immigrants, Indigenous persons, rural residents, and overqualified individuals) in Quebec and France shows that labour market participation not only remains important to these youth but constitutes a hub around which their lives acquire structure and meaning. They experience inactivity very negatively and express strong criticism of social assistance. Although vulnerable youth are acutely affected by material insecurity and often cite the desire to earn money as a reason for working, financial considerations remain complex by involving a variety of dimensions. Finally, despite the hardships they experience, young people tend to describe the labour market in pragmatic and optimistic terms.

Keywords: youth, relationship to work, vulnerability, agency, international comparison

Pour citer cet article : Longo, M. E., C. Bidart, J. Alfonsi, M. Noël et T. Berthet (2020). Le rapport au travail : mise en lumière de l'agentivité des jeunes en situation de vulnérabilité au Québec et en France. *Revue Jeunes et Société*, 5 (2), 33-58. <http://rjs.inrs.ca/index.php/rjs/article/view/229/150>

1. Introduction

Le travail occupe une place importante dans la vie des sociétés et des individus. En effet, il constitue un « vecteur privilégié d'intégration sociale » (Papinot et Vultur, 2010, p. 4), et ceci malgré des contextes historiques et idéologiques de détérioration des conditions d'accès à l'emploi et de singularisation des parcours (Fleury, 2009; Couppié, Dupray, Épiphanie et Mora, 2018). Les rapports que les jeunes entretiennent avec le travail sont alors aujourd'hui questionnés et suscitent bien des travaux de recherche (Loriol, 2017). Ceux-ci visent à expliquer les choix réalisés, l'orientation des parcours ainsi que la force et la forme de l'engagement des jeunes à l'égard du travail, et plus largement de la société (Nicole-Drancourt, 1994). Ils permettent de saisir à la fois les représentations et les pratiques associées au travail, les conditions d'emploi jugées acceptables ou non dans un contexte de précarisation des contrats, ainsi que la place accordée au travail en lien avec les autres sphères de vie (Longo, 2018), et questionnent parfois aussi les évolutions, spécificités ou transmissions entre les générations (Vendramin, 2008; Longo et Noël, 2019). À une échelle sociétale, la question des rapports des jeunes au travail et de leur impact sur l'intégration en emploi est devenue un enjeu économique crucial dans différents pays (International Labour Office, 2012). En effet, la conjoncture économique et les opportunités sociales sont déterminantes dans la construction et l'évolution de ces rapports (Bonnet, Zora et Verley, 2018), et cette évolution retentit à son tour sur les parcours. Du fait de l'internationalisation de ces enjeux, les comparaisons entre différents pays se développent fréquemment (Méda et Vendramin, 2013).

En complément, des études plus fines au sein des pays montrent en particulier l'importante diversité sociale, culturelle et territoriale des jeunes dans leurs rapports au travail, ainsi que les inégalités entre eux, même si cet aspect est moins souvent mobilisé (Labadie, 2012). En effet, les rapports que les jeunes entretiennent à l'égard du travail varient selon le genre (Guégnard et Szerdahelyi, 2019), le diplôme (Gaviria et Mélo, 2018), le secteur d'activité (Loriol, 2017), et la position sur le marché du travail – étudiant, bénéficiaire de l'aide sociale, travailleur, etc. – (Couronné *et al.*, 2019). Malgré ces constats, la question de l'emploi des jeunes éloignés du marché du travail reçoit moins d'attention, si ce n'est sous un angle d'intervention sociale ou de programme politique (Dumollard, Weiss et Goyette, 2020), ou bien en raison d'urgences concomitantes (itinérance, décrochage, problèmes de santé mentale, etc.). En effet, l'insertion par l'emploi et l'employabilité demeurent les logiques politiques dominantes des mesures visant à accompagner les jeunes en difficulté (Binet, 2020), sans pour autant que la voix de ces jeunes vulnérables soit prise en compte à l'heure de définir l'insertion professionnelle souhaitée ou envisagée.

Cet article vise ainsi à analyser les rapports au travail des jeunes qui cumulent des vulnérabilités. Il propose une étude des formes que prend le rapport au travail, en tenant compte des contraintes personnelles et des inégalités sociales importantes qui limitent les capacités d'action de certains jeunes (Furlong, 2009). La question est : en quoi leur situation de vulnérabilité marque-t-elle effectivement leur rapport au travail?

Les réflexions présentées ici résultent d'une analyse qualitative inductive de données issues d'entretiens individuels auprès de jeunes se trouvant dans des situations

identifiées comme génératrices de vulnérabilité sur le marché du travail (décrocheurs, immigrants, autochtones, ruraux, surqualifiés) au Québec et en France (Couppié *et al.*, 2018; Longo *et al.*, 2021). En effet, l'insertion de ces jeunes demeure difficile et constitue un « problème commun » (Lallement, 2003) dans les deux territoires, malgré que ces contextes soient caractérisés par des spécificités sociales et économiques et des armatures institutionnelles différentes (Papinot et Vultur, 2010). L'angle comparatif se révèle alors porteur pour analyser leurs rapports au travail.

L'analyse inductive comparative a été orientée par l'exploration des significations attribuées aux quatre dimensions qui composent les rapports à la vie professionnelle (Longo, 2018) : l'activité (travailler ou pas), le sens donné au travail (pourquoi travailler), l'emploi (comment travailler) et la vision du monde du travail (le travail dans la société). Les résultats émergents les plus récurrents permettent de souligner cinq constats. Tout d'abord, ils montrent que l'activité professionnelle reste importante pour ces jeunes et constitue une plaque tournante autour de laquelle la vie se structure et prend du sens (voir section 4.1). De plus, chez cette population majoritairement bénéficiaire des mesures d'aide et parfois accusée de dépendance envers l'État, l'inactivité est très mal vécue et provoque plutôt un positionnement critique, et parfois de la culpabilité vis-à-vis de l'aide sociale (voir section 4.2). Pour cette catégorie fortement touchée par la précarité matérielle, l'aspect financier est prédominant parmi les raisons de travailler (voir section 4.3), mais il prend des sens variés touchant divers plans (expressifs, relationnels, sociaux) (voir section 4.4), nous mettant ainsi en garde face à une vision réductrice du lien de ces jeunes avec l'argent. Enfin, jugés parfois sévèrement pour leur irréalisme face au monde du travail, les jeunes le représentent avec pragmatisme et optimisme, malgré de lourdes épreuves vécues dans le passé (voir section 4.5). L'article conclut en mettant en avant des éléments transversaux aux cas et aux contextes étudiés, avant de dégager des qualités propres aux rapports au travail et à l'agentivité des jeunes en situation de vulnérabilité.

2. Le rapport des jeunes au travail : catégorisations, diversité et mise en perspective

De nombreuses catégorisations (ex. travail comme facteur de production; essence de l'homme; pivot du système de distribution des revenus, droits et protections, etc.) et de multiples concepts (rapport au travail, rapport à l'emploi, rapport à l'activité, rapport à la vie professionnelle, représentation ou valeur professionnelle, etc.) ont été proposés au cours des dernières décennies pour appréhender les sens que donnent les individus au travail (Loriol, 2017). Cette variété a contribué à fournir différentes clés de compréhension de la situation des jeunes, notamment en permettant de rendre « intelligibles à la fois les articulations entre les diverses sphères d'activités ou valeurs des individus et la manière dont les parcours s'orientent dans le temps » (Longo et Bourdon, 2016, p. 6). En effet, indépendamment du concept qu'elles mobilisent, les études s'accordent pour dire que les représentations du travail se construisent dès l'enfance et se façonnent au fil des expériences, selon les intérêts personnels et les mondes sociaux et professionnels qui entourent l'individu (Nicole-Drancourt, 1994; Nicole-Drancourt et Roulleau-Berger, 2001; Mercure et Vultur, 2010).

Si divers concepts sont encore aujourd'hui utilisés dans les recherches, c'est la notion du rapport à la vie professionnelle (Longo, 2018) qui est notamment mobilisée ici, car elle a l'avantage de couvrir un large spectre du sens donné au travail, tout en offrant la possibilité de distinguer ses composantes spécifiques. Inspirée d'une riche littérature sociologique préexistante (Paugam, 2000; Nicole-Drancourt et Roulleau-Berger, 2001; Baudelot et Gollac, 2003; Bidart et Longo, 2007; Méda et Vendramin, 2013), la notion prend assise sur quatre dimensions. On retrouve plus précisément : 1) le rapport à l'activité professionnelle qui fait référence à la place du travail dans la vie, 2) le rapport à l'emploi qui renvoie aux critères mobilisés pour évaluer les emplois, 3) le rapport au travail qui exprime les raisons qui incitent les individus à s'insérer ou à se maintenir sur le marché du travail, et 4) le rapport au monde professionnel qui renvoie aux perceptions qu'a l'individu du marché du travail auquel il est confronté (Longo, 2018).

Par ailleurs, dans des contextes où les jeunes sont davantage considérés comme responsables de leur parcours (Moriau, 2011) au sein de mondes professionnels très compétitifs, instables et parfois précaires, les études sur les rapports au travail sont particulièrement pertinentes, car elles contribuent de plus en plus à déceler les difficultés à s'insérer et à se maintenir sur le marché du travail, ainsi qu'à orienter les programmes mis en place pour amener certains groupes de jeunes vers l'emploi (Longo, 2011). Ainsi, les études actuelles visent moins à approfondir la dimension conceptuelle des rapports au travail, déjà bien documentée, qu'à affiner la compréhension de la pluralité des dimensions qui les composent (Couronné *et al.*, 2019). Il s'agit également de mieux comprendre la diversité des rapports au travail au sein de la jeunesse, notamment en identifiant les caractéristiques sociales qui y sont associées. Ces études démontrent que les « différences liées à l'âge sont bien moins importantes que celles liées à l'appartenance sociale, au niveau d'éducation (et dans une moindre mesure, au genre) » (Loriol, 2017, p. 33). Ainsi, les inégalités liées à la position sociale sembleraient même parfois plus distinctives au sein des jeunes générations qu'entre elles.

Dans cette optique, l'accent porté sur les rapports au travail des jeunes cumulant des caractéristiques susceptibles de creuser les sources de vulnérabilité sur le marché du travail constitue une entrée originale de cette recherche et permet d'interroger le paradoxe de l'injonction sociale au travail qui pèse sur une population dont les opportunités d'emploi sont moindres. En effet la vulnérabilité comporte deux facettes : les individus n'y sont pas tous également exposés, et ils n'ont pas tous accès aux mêmes ressources pour faire face à ces inégalités (Brodiez-Dolino, 2016).

Le concept de vulnérabilité est défini comme une zone intermédiaire d'intégration et de désaffiliation (Castel, 1995), inscrivant l'individu qui l'expérimente dans un processus de fragilisation (Châtel et Roy, 2008). Ce concept nous semble adapté pour décrire les parcours des jeunes dans un contexte où ils sont invités par les institutions du monde social à prendre en main leur trajectoire, et dans lequel la capacité d'agir par soi-même devient le moteur des motivations individuelles. Alors qu'il est identifié par certains auteurs comme une condition structurelle de notre temps (Soulet, 2005), le concept de « vulnérabilité » évite de réduire les problèmes sociaux à l'exclusion (Châtel et Roy, 2008), à la pauvreté (Kenworthy et McCall, 2008) ou encore à la précarité

professionnelle (Vultur, 2018), en permettant plutôt de saisir les groupes vulnérables, leur point de vue sur leur situation et leur parcours, le type de ressources institutionnelles qui leur sont offertes et leur capacité individuelle à s'en saisir. Dans ce sens, la vulnérabilité a récemment été définie comme un phénomène à long terme lié à l'accumulation insuffisante de divers types de ressources dans les parcours : ressources économiques, bien sûr, mais aussi relationnelles et psychosociales, comme l'estime de soi (Spini, Bernardi et Oris, 2017). Dans ce contexte, les individus auraient alors une moindre capacité à affronter les épreuves et les imprévisibilités. Ces ressources – notamment la façon dont elles sont distribuées –, mais aussi les façons dont elles peuvent être mobilisées et renouvelées, peuvent ainsi contribuer à augmenter ou à diminuer la vulnérabilité. Nous devons alors confronter la perspective subjective à des faits objectifs, car il y a des cas où la vulnérabilité est présente mais non perçue, et où les ressources sont peu ou mal mobilisées.

De plus, la jeunesse serait une période où la vulnérabilité trouve son ancrage en raison de la forte incertitude que subissent les jeunes (Becquet, 2012). Aux caractéristiques propres à cette période s'ajouteraient la dégradation des marchés du travail et la dépossession de certains attributs matériels, symboliques et relationnels, qui mènent certains groupes à vivre des contradictions plus fortes entre la construction d'une identité juvénile et la réponse aux normes statutaires (notamment scolaires et professionnelles) et qui conduisent à des situations de vulnérabilité. De plus, l'accent mis depuis quelques décennies sur les politiques d'employabilité pour traiter les difficultés croissantes des jeunes (Binet, 2020) accentuerait ces contradictions. Pourtant, les vulnérabilités semblent principalement abordées dans les recherches sous l'angle de l'intervention sociale ou sous celui des barrières sur le marché du travail actuel (Greenan et Seghir, 2018). Elles sont très peu abordées en lien avec les rapports au travail et à l'emploi du point de vue des jeunes.

Enfin, la diversité des moyens empiriques mis en œuvre pour appréhender les rapports au travail est fondamentale. En ce sens, les comparaisons internationales soulèvent des particularités ou des corrélations, comme l'importance du niveau de richesse et du taux de chômage dans la place dévolue au travail dans les sociétés (Méda et Vendramin, 2013). Ces études nous éclairent sur les déterminants sociaux et institutionnels ainsi que sur les dynamiques du marché du travail qui imprègnent les rapports qu'entretiennent avec le travail les individus qui y vivent (Van de Velde, 2008). Toutefois, si la plupart des comparaisons privilégient les données statistiques pour leur représentativité, en revanche pour ce qui est de la mise en perspective avec d'autres pays, cette échelle comporte le risque de dépeindre la jeunesse comme un tout homogène au sein de chaque pays. Les données qualitatives permettent de mieux saisir la diversité au sein de la jeunesse tout en mettant en lumière les spécificités sociétales qui construisent la façon dont les nouvelles générations s'intègrent au monde du travail (Longo, 2012), mais elles sont peu mobilisées dans les études comparatives internationales sur les rapports au travail.

Le prisme comparatif entre le Québec et la France reste, en ce sens, heuristique puisqu'il est déployé ici autour d'une catégorie – les jeunes en situation de vulnérabilité – qui

rencontre des problèmes communs relatifs à leur insertion, malgré le contraste entre ces deux contextes sur le plan du marché du travail des jeunes. En effet, tandis qu'en général la pénurie de main-d'œuvre – en particulier juvénile – dans de nombreux secteurs d'activité caractérisait l'économie québécoise lors de l'enquête, le contexte français était quant à lui plutôt marqué par le chômage des jeunes et la dépendance de ces derniers envers les emplois aidés et subventionnés pour s'insérer dans le monde professionnel. Par exemple, en 2019 le taux de chômage chez les jeunes de 15 à 29 ans était de 15,3 % en France (Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire [INJEP], 2021), tandis qu'il était de 7,3 % au Québec (Statistique Canada, 2019). Toutefois, dans les deux contextes, la situation des jeunes vulnérables diffère de celle des jeunes en général. En effet, le taux de chômage et les difficultés d'insertion sont plus grands chez les jeunes en situation de décrochage scolaire, les jeunes immigrants ou descendants d'immigrants et les jeunes autochtones (Couppié *et al.*, 2018; Longo *et al.*, 2021). Par ailleurs, d'autres problématiques comme l'isolement et le manque d'opportunités scolaires accentuent encore les vulnérabilités chez ceux qui vivent un déclassement sur le marché du travail ou encore chez les jeunes des régions éloignées ou rurales.

C'est donc autour de ces fortes ressemblances entre des contextes pourtant différents que notre questionnement s'est développé. De plus, la comparaison a été facilitée par la production commune de critères de recrutement des enquêtés auprès d'organismes d'insertion similaires dans les deux contextes et par la construction commune des outils de collecte, de données et des analyses, ce qui est peu fréquent dans les approches comparatives qualitatives.

3. Méthodologie

Les réflexions proposées dans cet article sont issues d'une enquête de terrain menée en 2019 et financée par l'INJEP (Berthet, Longo, Bidart, Alfonsi et Noël, 2021). À partir d'une comparaison entre la France et le Québec, ce projet de recherche visait à mieux comprendre, d'une part, les dynamiques et les contextes dans lesquels les jeunes en situation de vulnérabilité se forgent leurs représentations du travail et, d'autre part, les regards que portent sur ces thématiques les opérateurs des politiques publiques qui accompagnent ces jeunes. L'analyse présentée ici se concentre sur le premier de ces deux volets, celui des jeunes.

Les jeunes ont été ciblés selon des caractéristiques susceptibles de constituer une source de vulnérabilité sur le marché du travail, tant selon l'action publique que dans les statistiques. On retrouve ainsi des groupes communs aux deux contextes, à savoir des jeunes en situation de décrochage scolaire du niveau secondaire ou moins (N = 19), des jeunes qui résident en milieu rural (N = 19), des jeunes qui ont récemment immigré dans le pays (N = 24) et des jeunes diplômés qui vivent un déclassement sur le marché du travail (N = 8). Des groupes spécifiques à chacun des contextes ont aussi été étudiés, à savoir des jeunes de deuxième génération d'immigrants en France (N = 6) et des jeunes autochtones au Québec (N = 9). L'une des visées du projet étant de mettre en lien les parcours d'insertion et les politiques publiques qui les encadrent, le recrutement

des jeunes s'est fait au sein de structures d'accompagnement, notamment en insertion professionnelle¹. Certaines de ces organisations font partie du service public de l'emploi², alors que d'autres sont des structures parapubliques ou privées³ dans leur contexte respectif.

Au total 85 jeunes ont été rencontrés dans le cadre de l'étude (43 au Québec et 42 en France). Dans chacun des contextes, plus ou moins 10 jeunes composent les différents groupes précédemment nommés, ce qui n'exclut toutefois pas le fait que certains jeunes peuvent aussi relever de plusieurs de ces groupes, par exemple être en situation de décrochage scolaire et vivre en milieu rural.

Parmi les jeunes de l'étude, ce sont plus précisément 24 jeunes femmes et 19 jeunes hommes qui ont été rencontrés au Québec, et 19 femmes et 23 hommes en France. À l'exception des jeunes autochtones au Québec et des jeunes immigrants récents en France, les sous-groupes sont composés d'un peu plus de femmes dans les deux contextes, dont plus particulièrement celui des jeunes en situation de décrochage scolaire au Québec.

Du côté du Québec, l'âge des jeunes varie de 18 à 34 ans, mais se situe en moyenne à 24 ans. Les jeunes en situation de décrochage scolaire et ceux vivant en milieu rural sont toutefois un peu plus jeunes, en moyenne 22 et 23 ans, tandis que ceux issus de l'immigration sont plus âgés et ont en moyenne 25 ans. La majorité possèdent un bas niveau de scolarité (27 des 43 jeunes détiennent un diplôme d'études secondaires [DES] ou moins), et si les jeunes en situation de décrochage scolaire ont été choisis en raison de l'absence de diplôme, les jeunes autochtones sans diplôme sont également nombreux. De leur côté, les jeunes immigrants récents sont davantage qualifiés, alors que la majorité ont complété des études universitaires. Un tiers des jeunes occupaient un emploi au moment des entretiens, notamment des jeunes ruraux, des jeunes surqualifiés et des jeunes immigrants récents, dont quelques-uns étaient aussi aux études.

Du côté de la France, l'âge des jeunes varie de 16 à 32 ans, mais se situe en moyenne à 21 ans. Ils sont donc un peu moins âgés que leurs homologues québécois. Les caractéristiques de chaque catégorie de jeunes se distinguent ensuite au regard des spécificités des organismes au sein desquels ils ont été recrutés. Ainsi les habitants des milieux ruraux sont les plus jeunes (17 ans en moyenne) et n'ont généralement pas de diplômes, car ils ont été recrutés en Maison familiale et rurale (MFR) où ils préparaient encore leur baccalauréat. La majorité des jeunes en situation de décrochage et des immigrants de seconde génération (plutôt originaires du Maghreb) ont moins de 25 ans

¹ Nous reconnaissons le biais que peut constituer le fait que nous soyons passés par l'intermédiaire des structures d'insertion par l'emploi; il reste que les discours et les expériences racontées ne peuvent se réduire à une influence potentielle de ces institutions.

² Les structures du service public de l'emploi renvoient principalement aux Carrefours jeunesse-emploi au Québec, et à des Missions locales et à l'Agence pour l'emploi des cadres en France.

³ Les structures parapubliques ou privées sont des organismes communautaires financés par l'État et des fondations de soutien aux immigrants au Québec, une Maison familiale et rurale, l'École de la deuxième chance et des associations d'aide aux migrants en France.

(en moyenne 21 ans dans les deux sous-groupes), l'âge maximum pour bénéficier des services de l'organisme par lequel la plupart ont été recrutés, et ils sont à la recherche d'un emploi au moment de l'enquête. Si les immigrants récents ont la même moyenne d'âge, ils ne sont pas ou peu diplômés et présentent de nombreuses expériences d'emploi : leur recrutement s'est fait dans un foyer de jeunes travailleurs. Enfin les jeunes surqualifiés sont les plus âgés (24 ans en moyenne) et les plus diplômés de l'échantillon; ils cherchent un emploi avec l'aide de l'Agence pour l'emploi des cadres (APEC).

Enfin, dans les deux contextes, près de la moitié des jeunes bénéficiaient de l'aide sociale et/ou d'une allocation financière liée à un programme ou service au moment de l'enquête. Du côté du Québec, on trouve plus précisément la majorité des jeunes en situation de décrochage scolaire qui venaient de reprendre des études dans le cadre d'un programme offrant des parcours uniques d'apprentissage ainsi que la majorité des jeunes autochtones qui participaient à un programme d'insertion sociale. Du côté de la France, il s'agissait principalement de l'allocation chômage et de celle octroyée par la Garantie jeunes (dispositif généré par les missions locales), laquelle touche davantage les jeunes en situation de décrochage scolaire et les immigrants de seconde génération. Par ailleurs, les parcours des jeunes ont pour spécificité d'être marqués déjà par de multiples expériences dans divers services d'accompagnement (notamment en lien avec l'emploi, mais aussi avec la formation, la santé, le logement, etc.), auprès d'organismes et de référents variés, au-delà de celui où ils ont été recrutés. En effet, les jeunes ont généralement déjà eu recours à au moins trois formes d'aide ou de soutien, et certains ont parfois même participé à huit programmes ou dispositifs, notamment parmi les jeunes décrocheurs, les jeunes ruraux et les jeunes autochtones au Québec.

Sur la base du protocole commun d'enquête dans les deux contextes, l'ensemble de ces jeunes ont été rencontrés dans le cadre d'un entretien individuel de type semi-directif (d'environ deux heures), visant à faire ressortir leurs expériences personnelles de la vulnérabilité et leur vision du travail. À l'aide d'un calendrier biographique, nous avons renseigné les évolutions de chacun de leur parcours concernant leur ménage, les études et la formation, le travail, mais aussi les liens avec les amis et la famille proche. Les questions de la grille d'entretien (identique au Québec et en France) abordaient ensuite en détail ces mêmes thèmes, mais aussi les représentations de la vulnérabilité et de l'agentivité, comme les liens avec les politiques publiques.

4. Ni indifférents, ni dépendants, ni matérialistes, ni irréalistes

Les rapports à l'activité, au travail, à l'emploi et au marché du travail qu'expriment les jeunes interviewés nous permettent de mieux comprendre et interpréter leurs choix, leurs contraintes et leurs orientations dans le cadre du marché du travail. Ils l'affrontent déjà lestés de vulnérabilités passées, présentes et à venir, mais aussi de valeurs dont nous pouvons observer la réalité et la force. Les résultats qui suivent mettent surtout en lumière les points communs à ces jeunes vulnérables et les constats transversaux aux contextes, tout en signalant les spécificités liées à des catégories particulières lorsqu'elles sont saillantes.

4.1 Le travail : une activité vitale et morale

Tout d'abord, nous constatons que l'activité professionnelle reste importante pour les jeunes interrogés. Qu'il s'agisse de jeunes actifs ou inactifs sur le marché du travail, en dépit de leurs parcours objectifs de précarité professionnelle ou de leurs multiples entrées et sorties des systèmes d'emploi et de formation, ces jeunes se voient difficilement sans travail lorsqu'on les invite à y réfléchir et à se positionner.

Pour eux, le travail tient tout d'abord une place existentielle. Il permet de « s'occuper », en tant que but en soi, de donner un sens à leur vie. On le retrouve souvent associé à la vie elle-même au sein des récits de ces jeunes.

Je trouve que ce n'est pas une vie, vivre sans travailler. Moi je ne suis pas fait pour pas travailler. Moi, je suis fait pour travailler, pour vivre ma vie. Moi je veux travailler, je veux avoir une belle vie. (Joey, 23 ans, en décrochage, Québec)

Cette reconnaissance de l'importance centrale du travail dans la vie n'oblitére pas pour autant une certaine ambivalence chez plusieurs jeunes interviewés dans les deux contextes. Ambivalence objective, puisqu'ils reconnaissent bien les obstacles structurels qui bloquent leur parcours dans le temps. Ambivalence subjective, puisqu'elle réside dans une naturalisation du travail dans certains cas, considérant qu'ils n'ont pas le choix de faire autrement pour vivre. La formule « il faut bien... » reste récurrente. Le travail apparaît donc également comme une obligation, voire une nécessité, ce qui limite beaucoup la place du choix : *Il faut que tu travailles pour gagner ta vie. Faut que tu travailles pour faire ta vie (Jacob, 21 ans, en décrochage, Québec).*

Mais dans tous les cas apparaît très nettement le caractère moral de l'activité. Celle-ci permet de vivre une « vie normale » ou encore de suivre le « bon chemin ». Si le caractère normatif fait partie des objectifs des dispositifs et programmes dont bénéficient les jeunes, cet aspect s'avère finalement paradoxal au regard des opportunités sociales très limitées qui les attendent sur le marché du travail.

[Aimerais-tu ne pas travailler?] Non parce que ce serait plate. Tu ne fais rien à longueur de journée [...] Vu que plusieurs gens que je connais, eux autres, ils sont sans emplois, sans diplômes, sans revenus et je ne veux pas ressembler à ça. (Becky, 22 ans, autochtone, Québec)

La dimension morale apparaît aussi dans la notion d'effort, avec le travail vécu comme source *d'argent gagné à la sueur de notre front* (Amal, 22 ans, issue de l'immigration, France), que les migrants en particulier mettent en avant, en l'opposant à l'inactivité. Elle permet également d'opposer le travail aux activités illégales que certains des jeunes enquêtés ont connues, comme le vol ou la vente de drogues par exemple.

Enfin, la centralité de l'activité se décline aussi dans une perspective sexuée dans le contexte français – peu retrouvée dans le contexte québécois. L'importance de l'activité professionnelle est exprimée soit par l'alignement au rôle de pourvoyeur pour certains jeunes hommes, soit par la récusation de l'exclusivité de ce rôle et la nécessité de l'accès à l'autonomie par le travail, fréquemment évoquée par les jeunes femmes.

4.2 La condamnation nette de l'inactivité et le rapport à l'aide sociale

De plus, dans cette population majoritairement bénéficiaire des mesures d'aide et accusée de dépendance envers l'État, l'inactivité provoque plutôt un positionnement critique et parfois culpabilisé vis-à-vis de l'aide sociale. L'idée du désintérêt envers le travail ou de la faible motivation des populations fragilisées, véhiculée par les détracteurs des filets de sécurité ou par les partisans des politiques dures d'activation, apparaît peu fondée lorsqu'on analyse ces récits. Dans les deux contextes, rares sont les jeunes qui cherchent à échapper à l'injonction de travailler. Les différentes catégories de notre population considèrent massivement les effets négatifs de l'inactivité (et de son voisinage avec l'oisiveté).

Déjà parce qu'être inactif, c'est juste pas possible. Je tourne en rond, je m'ennuie, je cogite, donc c'est pas possible et après j'aime être active, impliquée, voir que je fais des choses avec d'autres gens. J'aime réaliser des choses et être occupée. (Inès, 23 ans, diplômée déclassée, France)

S'ennuyer, tourner en rond, être pointé du doigt, se sentir découragé, isolé, vide, marginalisé, proche de la folie, ralentir ou bloquer ses projets de vie, perdre son temps, mettre sa vie en suspens... les conséquences négatives de l'inactivité évoquées sont abondamment illustrées. Mais surtout, ces jeunes pensent exprimer là « un avis personnel » sur l'inactivité, qu'ils condamnent et qui fait pourtant bien partie des expériences récurrentes dans leurs cheminements. Cette incorporation s'associe donc bien souvent à un jugement sévère sur eux-mêmes. Mal vécue, l'inactivité est susceptible de constituer un facteur déclencheur ou de renforcement de la vulnérabilité dans leur parcours. En effet, la définition que donnent ces jeunes de leur situation de vulnérabilité vécue est profondément liée à l'inactivité professionnelle et scolaire et à sa dimension morale.

De plus, la condamnation de l'inactivité est très couramment associée dans les deux contextes à une critique morale de l'usage de l'aide sociale, même si ces jeunes en ont besoin et y ont droit en raison de leur précarité financière. En effet, certains jeunes comparent l'inactivité à l'argent « facile » des mesures d'aide, qui est à la fois « stigmatisant » et « insuffisant ». Par son association fréquente avec la notion d'aide sociale, l'inactivité semble contradictoire par rapport à la satisfaction ou à la fierté qu'ils voudraient ressentir vis-à-vis du travail : *Attendre 30 jours après de l'argent, tu es bien mieux d'avoir des paies et de travailler. Au moins tu es fière de ce que tu rapportes. Il y a une fierté derrière tout ça.* (Jenny, 27 ans, autochtone, Québec)

La perception négative de l'aide sociale opère également un classement moral entre le recours et le non-recours à l'aide sociale. Ce classement s'opérerait au sein même des populations en situation de vulnérabilité, entre celles qui seraient oisives et susceptibles de profiter du système, et celles qui au contraire seraient actives, disposées et engagées face aux contraintes. Ainsi, l'usage de l'aide sociale et l'inactivité qui y est associée restent, notamment pour les jeunes immigrants dans les deux contextes, très stigmatisants.

Il y a beaucoup de personnes que je connais en France, ils prennent un visa à 550 €, ils prennent pour manger, dormir et cuisiner, c'est tout. Mais pourquoi tu viens ici pour prendre 500 €, ce n'est pas bien ça, mais parce que moi j'ai 23 ans donc je cherchais un travail et je ne veux pas prendre 500 €. (Reza, 23 ans, immigrant, France)

Néanmoins, de manière pragmatique, mais paradoxale, le recours à l'aide sociale est aussi parfois critiqué pour son caractère temporaire et en raison des montants insuffisants pour la réalisation d'une réelle autonomie financière à cette étape de la vie : *Écoute, si tu ne travailles pas, tu n'as rien dans la vie, là. Je m'excuse, là. Sur l'aide sociale, tu ne vis pas, tu survis (Béatrice, 21 ans, en décrochage, Québec).*

Lorsqu'on porte un regard négatif sur l'aide sociale sans avoir le choix de pouvoir s'en passer, alors les effets sur l'estime de soi peuvent être importants. Cette situation de dissonance provoque la honte et le dénigrement de soi, comme on l'observe chez certains jeunes : *Mais là, je me trouvais sans travail, sans tout, sans choses. Je voyais les gens de la résidence qui tous faisaient des choses et moi, non. Vraiment, j'avais honte (Sofia, 27 ans, immigrante, Québec).*

Mais la vie se passe aussi ailleurs, dans d'autres sphères de vie. Or, si le travail est important, il n'est toutefois pas toujours « prioritaire », c'est-à-dire au premier rang en termes d'importance, pour une grande part de ces jeunes qui priorisent d'autres sphères que celle du travail.

Moi, j'ai la sphère relationnelle, la famille et mon conjoint. Ensuite j'ai la sphère études; pour l'instant elle est terminée. La sphère travail est importante pour moi. Et là, ça fait que 2 ans que je veux satisfaire passion, musculation, nutrition. (Justine, 27 ans, immigrante, Québec)

C'est parfois un délicat exercice d'équilibre qui se joue, donnant lieu à des attermolements, arbitrages et séquençages. Le constat de ces interférences n'est pas étonnant et il rencontre les résultats de travaux sur les rapports à l'activité de jeunes d'autres catégories sociales (Méda et Vendramin, 2013; Mercure et Vultur, 2010; Longo et Bourdon, 2016; Bidart, 2019).

Ainsi, les jeunes en situation de vulnérabilité étudiés ici, en comparaison avec d'autres catégories de jeunes plus diplômés et intégrés dans le système de formation et d'emploi, laissent entrevoir de manière plus prononcée que l'activité professionnelle représente une sorte de plaque tournante dans leur vie : *Faire sa vie autour de ce travail, quoi (David, 21 ans, en décrochage, issu de l'immigration, France). Ça stabilise les autres sphères de ma vie, dans le fond (Alexane, 19 ans, en décrochage, Québec).*

La métaphore de la plaque tournante s'applique particulièrement aux jeunes immigrants dans les deux contextes. L'importance du travail est encore plus radicalement accentuée pour ces jeunes, et constitue une priorité fondamentale dans leur cheminement. C'est encore plus crucial pour les immigrants au Québec : dépourvus de leurs réseaux d'origine, de leur famille, mais aussi des droits d'accès aux allocations et aides courantes – pour lesquelles il faut détenir la résidence permanente –, ils n'ont que cette issue du

travail, qui constitue ainsi un médiateur de l'intégration dans le nouveau contexte. En France, le séquençage est souvent le même (travailler d'abord), mais il s'agit surtout de pouvoir aider sa famille ou de pouvoir en fonder une en intégrant le rôle de pourvoyeur.

4.3 L'aspect financier : de subtiles déclinaisons

L'aspect financier est une dimension qui apparaît dans l'ensemble des enquêtes sur les rapports au travail des jeunes, comme aux autres âges de la vie : on travaille, entre autres, pour l'argent que cela rapporte. Pour les catégories de jeunes étudiées ici, fortement touchées par la précarité matérielle et relationnelle, cet aspect financier constitue une raison prédominante : [Le mot travail?] *Travailler pour avoir des revenus. Pour pouvoir dépenser, me nourrir, me loger, m'habiller* (Abdel, 21 ans, en décrochage, France).

Toutefois, il n'est pas possible de réduire ce résultat principal à une question de survie. L'argent gagné a des fonctions variées sur plusieurs dimensions (expressive, relationnelle, sociale...). Ce constat est en lien avec les propos de Lorient (2017) sur le fait que la dimension instrumentale du travail (soit l'aspect financier) et sa dimension expressive sont parfois interdépendantes, la distinction entre les deux étant parfois difficile.

L'argent comme nécessité pour subvenir aux besoins de base au présent, aux dépenses quotidiennes, émerge chez toutes les catégories de jeunes dans les deux contextes. De ce point de vue, le travail est d'abord vécu sous l'égide de la contrainte, comme un moyen de subsistance (du moins en ce qui concerne les activités légales). En outre, l'argent que procure le travail permet aussi d'accéder à des biens de consommation et à la reconnaissance sociale qui en découle. C'est alors la qualification sociale des personnes qui est en jeu. En effet, sans sous-estimer l'acte de consommer, Bourdieu (1979) montre comment la position des individus dans l'espace social et les enjeux de pouvoir et de domination qui y sont associés sont engagés dans les goûts et les manières d'agir en société. Contre l'apparente superficialité qui pourrait y être dénoncée, des propos évoquant par exemple l'achat de vêtements doivent donc être compris en considérant toute leur charge sociale et symbolique : *Parce que tout le monde achète des vêtements, c'est pour ça que c'est important de gagner des sous* (Reza, 23 ans, immigrant, France).

Par ailleurs, la rétribution du travail ouvre à court terme l'accès, pour cette population, à une certaine autonomie. Une autonomie tout d'abord conquise vis-à-vis de la famille d'origine. S'il s'agit d'une nécessité lors du passage à l'âge adulte pour la majorité des jeunes, ce besoin est particulièrement prégnant pour les enquêtés dont la dépendance envers la famille est souvent subie, alors que les liens sont parfois difficiles avec les parents, qui ont eux-mêmes peu de moyens financiers : *C'est compliqué quand même, je vois ma mère qui est SDF et qui va au resto du cœur, je n'ai pas envie d'être comme elle, de galérer* (Rachelle, 17 ans, rural, France).

Constat original pour cette catégorie de jeunes, la rémunération de l'emploi peut aussi participer d'une prise d'autonomie vis-à-vis des aides de l'État, notamment au sein d'histoires familiales où cette dépendance est forte depuis longtemps.

À plus long terme, la centralité donnée aux revenus durables ou stables permet d'asseoir une sécurité de vie, financière, professionnelle, voire existentielle. Nous touchons là aux possibilités mêmes, pour les jeunes, d'exercer leur agentivité en se donnant les moyens de choisir leurs parcours. Cela n'est pas négligeable pour des jeunes vulnérables, contraints à naviguer dans des environnements sociaux qui réduisent leurs marges de manœuvre. La rétribution comme moyen de renforcer leurs capacités en tant qu'acteur constitue donc pour eux un élément-clé.

Moi, je ne me le cache pas, je travaille pour avoir de l'argent et pour demain, pour avoir un meilleur poste, pour avoir un meilleur salaire. Est-ce que je suis un peu dans cette reconnaissance? Pour moi, j'avoue, pour moi le salaire que je gagne, c'est me dire : « Ah! Je suis fière de moi ». (Justine, 27 ans, immigrante, Québec)

Enfin, les revenus issus du travail sont également, de façon choisie ou subie, redistribués dans l'entourage. *Si je travaille, je peux aider ma famille* soutient Brahim (20 ans, immigrant, Québec) avec insistance. Ces jeunes étant majoritairement issus de familles en situation de vulnérabilité, le travail leur offre des revenus qui leur permettent de subvenir aussi aux besoins de leurs proches. C'est une fonction plus fréquente chez les jeunes immigrants récents.

4.4 Les sens pluriels du travail : épanouissement, relations, utilité sociale

Au-delà des déclinaisons de l'aspect financier, notre enquête confirme ici la pluralité des sens donnés au travail. On travaille rarement uniquement pour l'argent, et les raisons de travailler sont le plus souvent multiples pour une même personne.

Je vois plus ça comme faire avancer un projet pis de me l'approprier. [...] c'est de faire avancer des projets ou de contribuer à des facettes de la société, admettons. Et veut, veut pas, il y a un aspect financier aussi de pouvoir atteindre mes objectifs. (Maxime, 28 ans, rural, Québec)

Les études récentes s'accordent ainsi pour témoigner de l'importance croissante accordée par les individus aux raisons expressives du travail. Les jeunes de notre population, même vulnérables, se joignent aussi à cette tendance. Au Québec cet aspect apparaît notamment sous la forme d'un besoin d'accomplissement : le travail permet de s'épanouir, de se dépasser, et ainsi de faire évoluer positivement l'image que l'on a de soi au fil de son parcours et des expériences variées qui le ponctuent. Ces raisons, liées au bien-être personnel, nous semblent particulièrement en phase avec un marché du travail ouvert et offrant des opportunités diverses, favorisant un important *turn-over* et des changements d'emploi fréquents et choisis : *Mais ma vision plus positive c'est tout le développement de soi relié au travail et l'apprentissage que tu peux faire, et la stimulation* (Noémie, 24 ans, rural, Québec).

En France le souci d'épanouissement au travail semble également prendre de l'ampleur, mais il revêt plutôt les habits de la passion professionnelle et du goût pour la tâche bien faite. On souhaite s'engager dans un métier parce qu'on l'aime et que l'on y croit, comme le souligne Farhad (24 ans, immigrant, France) : *Le travail? C'est quand je fais mon métier.*

Nous pouvons supposer que le marché du travail français, plus fermé et régulé qu'au Québec, favorise plutôt l'attachement à un métier particulier, en association directe avec le diplôme qui permet d'y accéder. Les employeurs comme les services sociaux privilégiant la cohérence du CV, les jeunes semblent également invités à préférer la continuité dans la formation et dans la carrière, et à chercher leur épanouissement dans cet ancrage.

Dans les raisons avancées pour travailler, viennent ensuite l'utilité sociale du métier – soit le sentiment de participer activement au bon fonctionnement de la société – et l'opportunité qu'offre l'activité professionnelle de nouer et d'entretenir des relations sociales. Il s'agit de deux raisons que l'on retrouve par ailleurs dans les autres enquêtes sur les rapports au travail. Mais ces deux points revêtent des nuances particulières si l'on considère les caractéristiques spécifiques des jeunes vulnérables. En effet, une source récurrente de difficultés reconnue par nos enquêtés est l'isolement. C'est donc par le travail que la plupart d'entre eux entendent s'activer à nouer des liens, qu'ils plébiscitent l'ambiance au sein d'une équipe de travail, ou bien qu'ils mettent en avant la reconnaissance que leur confère le statut de travailleur dans leurs échanges : [Pourquoi travailles-tu?] *Ben, parce que j'aime la relation avec les gens, je suis une personne sociale et si je n'ai pas de social dans ma vie, je vais devenir déprimée* (Vanessa, 22 ans, en décrochage, Québec).

Quant à l'utilité sociale, il s'agit d'une raison de travailler très souvent invoquée par des jeunes qui, dans leurs parcours, ont dû (et doivent encore) subir le poids d'inégalités sociales. Pour certains se développe alors le souci de « prendre place dans le monde » en contribuant positivement à la vie collective, pour apaiser ces tensions. Cette motivation revêt parfois des attributs moraux; c'est notamment le cas pour les jeunes ayant bénéficié d'une aide (par les services sociaux, par les générations antérieures de la famille) dont ils se sentent redevables.

Ces fonctions d'utilité comme de reconnaissance par le travail sont en particulier prisées par les jeunes Français de l'enquête, tandis que les liens au travail sont cruciaux pour développer des relations positives chez les jeunes Québécois. Nous constatons ainsi quelques nuances sociétales entre les jeunes de part et d'autre de l'Atlantique. En effet, chez leurs homologues québécois, les représentations du travail sont davantage teintées de préoccupations tournées vers les retombées personnelles sur le bien-être par exemple, que peut procurer l'activité professionnelle.

4.5 Un rapport réaliste et ambivalent au marché du travail

Les raisons invoquées pour travailler se construisent aussi en tension avec la vision que les jeunes ont du marché du travail sur lequel ils pénètrent, en bas de l'échelle sociale et avec des opportunités d'emploi moins favorables. Bien sûr, au moment de l'enquête, le marché du travail est en général très différent en France et au Québec, notamment en ce qui concerne l'insertion des jeunes, comme mentionné plus haut. Ceci peut expliquer la première différence importante observée du point de vue des rapports des jeunes au monde professionnel.

Comme analysé précédemment (Longo et Bourdon, 2016), les récits des jeunes Québécois illustrent plus souvent la vision d'un monde d'opportunités et d'un marché du travail facile d'accès. Les jeunes évoquent les nombreuses offres d'emplois affichées sur les devantures. Parce qu'ils peuvent mettre en perspective cette observation avec la situation dans leur pays d'origine, les jeunes immigrants reprennent encore davantage cette vision.

Ben, c'est sûr que moi ça me ... ça me choque, mais positivement de voir les affiches partout, de dire « On recherche », parce que je ne connais pas ça chez moi, là, vraiment pas, mais c'est sûr que ça nous en donne une bonne image. (Alice, 23 ans, immigrante, Québec)

En France, les jeunes présentent plutôt un discours ambiant négatif, constatant une carence d'emplois pour les jeunes, des fermetures d'entreprises et des contraintes rencontrées pour s'insérer. Ils évoquent aussi des évolutions macrosociales et économiques contribuant à accroître leurs difficultés, comme l'allongement de la période d'activité pour les générations précédentes, ou bien les avancées technologiques provoquant des désajustements entre leurs qualifications et les besoins actuels du marché du travail.

Avec l'allongement de la retraite, on travaille plus, forcément, que nous, les jeunes, y'a de moins en moins d'emploi. Après, les industries ou entreprises, c'est de plus en plus robotisé, donc y'a encore moins d'emploi. Comme nous disent les profs, même si on a des diplômes, faut qu'on soit prêt à changer plusieurs fois de métier alors qu'avant c'était pas comme ça. (Liam, 17 ans, France)

L'enquête par entretiens permet toutefois de faire apparaître des contrastes plus subtils au-delà de cette vision générale polarisée du marché du travail. Chaque jeune développe un rapport au monde professionnel qui n'est pas univoque, mais qui rassemble plutôt une panoplie d'opinions parfois contrastées et même parfois ambivalentes (la réalité l'est aussi), dont il extrait une ligne directrice guidant ses pratiques au fur et à mesure des expériences vécues ou entendues. En effet, reconnaître qu'il y a des opportunités d'emploi ne signifie pas forcément que l'on puisse y accéder; et fustiger le manque d'offres n'empêche pas toujours de chercher à saisir des occasions. On peut donc trouver des discours contrastés dans chaque contexte :

Moi, j'ai été porter des CV partout icitte. Je ne me suis jamais fait appeler. [...] Pas pantoute. Moi, c'est ça, toutes les jobs j'ai eu c'était avec ma famille, sinon j'ai jamais réussi à avoir de travail. (Noah, 19 ans, rural, Québec)

C'est dur de trouver un emploi. Faut avoir le moral. Il y a des opportunités, mais ça dépend de la personne. Si tu veux vraiment un emploi, mais c'est pas un emploi que tu visais parce que t'as des qualifications, mais si tu veux vraiment un emploi, tu peux l'avoir. (Abdel, 21 ans, en décrochage, France)

Lorsque nous affinons l'analyse en resserrant la perspective, nous constatons ainsi que les jeunes développent des représentations nuancées, intégrant les différences d'opportunités en fonction des secteurs d'activité. En France comme au Québec, les récits des jeunes montrent qu'ils ont une vision précise des branches professionnelles, témoignant d'une certaine connaissance du monde du travail (à l'encontre de ce que leur reprochent parfois leurs conseillers en emploi, comme nous avons observé dans un autre volet de cette recherche). Au Québec, les jeunes composent alors avec les décalages entre leurs attentes d'un côté, et les opportunités réelles auxquelles ils accèdent de l'autre. Ils tiennent compte de la difficulté d'insertion qui les attend parfois dans les branches qui les intéressent : *Je vois souvent des offres d'emplois. Pas nécessairement dans mon domaine, ça c'est clair, mais il y a quand même des possibilités* (Amalia, 26 ans, immigrante, Québec).

De même, la vision négative des jeunes Français est à relativiser dès lors qu'on écoute leurs considérations sur les possibilités, secteur par secteur. Quand il s'agit de préciser un domaine d'insertion, « l'horizon informationnel » (Supeno et Mongeau, 2015) semble plus étendu et les jeunes semblent mieux positionnés pour identifier les opportunités accessibles, du moins de leur point de vue (sans doute aiguisé par les institutions où nous les avons rencontrés).

Tout dépend du domaine, de la ville, après pour moi je vais parler encore, que ça soit des métiers par rapport au social, je trouve que oui, il y en a. Il y a beaucoup plus de services à domicile, de tout ça, eh bien il y en a ils acceptent sans diplôme forcément. [...]. Donc c'est sûr que c'est plus difficile par rapport à ça, mais je pense qu'il y a plus de boulot dans ces domaines-là, que, admettons, caissière. (Malika, 21 ans, en décrochage, France)

Une observation plus détaillée permet aussi de rendre compte de la façon dont les jeunes ont assimilé consciemment la coexistence de formes d'emploi différentes et inégales. Ils ont bien compris que, en tant que jeunes et vulnérables, des emplois de moindres qualification, protection et salaire leur semblent réservés. Ce constat ressort davantage chez les jeunes Québécois de l'enquête.

De la m...! [...] tsé des jobs que tu trouves au salaire minimum, c'est des jobs que j'ai l'impression qu'ils te traitent comme un esclave. Tu es juste un pion. Fais-en le plus que tu veux, on va te drainer toute ton énergie et mettons que tu n'en aies plus on va te remplacer par quelqu'un d'autre. C'est ce que la job me donne l'impression. (Laurie, 24 ans, rural, Québec)

Chez les jeunes Français, la précarité est également évoquée, mais aussi le décalage avec les conditions de travail des générations précédentes et les injustices qu'ils ressentent parfois violemment :

Donnez-moi un CDI quoi, que je puisse... être stable! [...] Que des contrats de 6 mois. T'enchaînes les petits contrats, tu fais de l'intérim, d'un coup t'as 40 ans. Comment tu peux prévoir ta vie? (Nasser, 21 ans, en décrochage, France)

Les difficultés d'accès à l'emploi s'expliquent alors tant par les caractéristiques structurelles du marché du travail que par les difficultés cumulées dans les parcours. Une ambivalence certaine habite les discours, au moment par exemple de mettre en avant la nécessité d'une formation ou d'un diplôme pour s'intégrer, tout en reconnaissant ses propres limites au regard de carrières scolaires souvent compliquées (pour les jeunes en situation de décrochage). Il en va de même des immigrants qui notent leurs « désavantages » au regard de leur méconnaissance de la langue du pays d'accueil comme des habitudes professionnelles dans ce contexte nouveau pour eux.

Dans ces déclinaisons de rapports équivoques au marché du travail, les conditions extérieures qui pèsent sur la situation des jeunes ne sont pas oblitérées. Québécois et Français se rejoignent ainsi d'abord sur le constat des exigences fortes des employeurs auxquels ils ne peuvent pas toujours répondre – qu'il s'agisse de pointer la complexité des démarches comme des attentes exagérées en termes d'expérience.

C'est trop compliqué. Genre, il faut que tu aies un beau CV, il faut que tu aies une lettre de présentation. Moi avant j'apportais juste mon CV pis c'était tout. Moi devant le boss. (Jacob, 21 ans, en décrochage, Québec)

Les jeunes Français mentionnent davantage de difficultés au regard des mécanismes d'accès à l'emploi. Pour eux, la présence d'un réseau relationnel et d'un entourage de contacts facilitant cet accès devient une ressource clé. Ils dénoncent en parallèle les « coups de piston » dont eux ne peuvent pas bénéficier :

Il y a pas beaucoup de boulot. Ils se prennent entre eux. Même si tu as un bon dossier, ils prennent personne. C'est par connaissances en fait, il faut que tu connasses telle personne qui donnera ton dossier à telle personne et voilà. (Majda, 23 ans, en décrochage, France)

L'étendue du panorama des difficultés d'intégration des jeunes en situation de vulnérabilité, et les ambivalences dont ceux-ci témoignent, montrent bien que les freins ne se situent ni uniquement au niveau individuel, ni uniquement au niveau sociétal, mais elle dénote plutôt que ces niveaux sont étroitement reliés. Ces difficultés sont alors souvent vécues sous le registre de l'injustice. C'est d'autant plus le cas pour les jeunes qui, en plus, subissent des discriminations récurrentes. Celles-ci sont relevées tant dans les discours des jeunes autochtones au Québec que dans ceux des jeunes issus de l'immigration en France. Ils dénoncent alors les dynamiques d'un marché du travail qui les exclut arbitrairement. En effet, l'exclusion se déploie par des mécanismes divers, tels les préjugés et stéréotypes qui retardent l'accès à un emploi en raison de l'accent, de la langue, ou encore de la connotation immigrante d'un nom...

Pendant un temps, j'avais pas mis ma photo sur mon CV, alors là, pour être appelée... C'est bête, mais on voit mon nom, mon prénom, et puis, bon, Marseille, 13^e - est-ce que ça viendrait pas des quartiers-là, tout ça? Même si le CV est bien, est-ce que c'est elle qui l'a fait? (Inès, 23 ans, diplômée déclassée, France)

La vulnérabilité se forme aussi dans des processus qui amènent les jeunes à accumuler des désavantages sur différents plans. C'est le cas spécifiquement des personnes autochtones au Québec qui quittent leur communauté par manque d'infrastructures d'études ou d'offres d'emploi pour s'insérer dans les centres urbains... à condition qu'ils aient les expériences ou qu'ils connaissent les codes informels qui s'acquièrent moins dans leur communauté, sans compter les formes de discrimination ethnoculturelle dont ils sont l'objet : *C'est pour ça que je dis que les autochtones c'est difficile de trouver une job, on arrive de nulle part, on arrive sans CV, on arrive avec 0 expérience* (Aaron, 25 ans, autochtone, Québec).

S'ils dénoncent les liens difficiles qu'ils ont parfois avec leur patron, leurs responsables ou leurs collègues de travail, les jeunes savent aussi identifier le positif dans leurs expériences d'emploi. De nombreux témoignages mettent ainsi en avant les façons dont les rapports à la vie professionnelle se forment aussi dans la capacité à rebondir après l'abandon d'un projet, à s'appuyer sur un essai valorisant auprès d'un employeur, à accumuler de la confiance pour, peut-être, inverser la tendance.

Je me suis senti bien, ça faisait vraiment chaud au cœur de les voir de même pis de croire en moi, aussi. [...] puis ils m'ont poussé dans ce que je faisais, d'entreprendre et de continuer. [...] de continuer mon arrêt de consommation. Ouin, c'est ça. (Eden, 27 ans, autochtone, Québec)

Avec ce que je vois aux infos en ce moment, vu le chômage qu'il y a, pfiou ! Mais après quand on a un objectif, faut forcer. C'est dur, mais quand la porte est ouverte, il faut y aller. (Arthur, 16 ans, rural, France)

Ce positionnement plutôt positif montre l'ambivalence de la position de ces jeunes, cumulant des difficultés d'un côté, et engagés dans un processus pour les surmonter de l'autre (notamment en étant accompagnés dans des structures d'aides). Là, l'agentivité, la conviction de pouvoir réussir, la volonté d'engager les efforts nécessaires et la possible valorisation de l'initiative peuvent s'épanouir à partir de petits signaux. Elles deviennent alors à leurs yeux les ingrédients nécessaires pour dépasser leur situation de vulnérabilité.

5. Conclusion

Les politiques publiques d'activation attendent des jeunes en situation de vulnérabilité qu'ils fassent preuve d'agentivité et d'autonomie (Moriau, 2011), qu'ils se comportent comme des acteurs à part entière de leur parcours. Dans cet article, nous avons mis en lumière les façons dont ces jeunes investissent et déploient précisément ces aptitudes face aux défis qui découlent des conditions actuelles d'insertion professionnelle, qui

s'avèrent plus difficiles pour eux comparativement à d'autres catégories de jeunes. Leur situation particulière n'est pas sans effet sur certaines spécificités de leurs rapports au travail, mais aussi de leurs rapports à l'inactivité et à l'aide sociale.

Les résultats confirment d'abord la centralité symbolique du travail pour ces jeunes (Méda et Vendramin, 2013). Même en étant absente de leur vie actuelle, l'activité professionnelle montre une importance récurrente dans leurs récits, ce qui rejoint le rapport au travail constaté auparavant chez des jeunes qualifiés et socialement intégrés (Longo et Bourdon, 2016). Cependant, ce qui les distingue de ces derniers est plutôt le jugement négatif qu'ils portent sur l'inactivité, qui les expose à des états psychologiques à risque (puisqu'ils ont eu l'expérience de l'inactivité). À l'aune de ces considérations morales, les mécanismes sociaux à l'œuvre dans leur situation risquent d'être masqués au profit d'un jugement où la responsabilité repose sur le seul individu. Ce discours est d'ailleurs parfois renforcé par certains intervenants des politiques publiques d'aides aux jeunes, malgré leur bienveillance, comme nous l'avons analysé dans un autre volet de cette recherche (Longo, Berthet et Alfonsi, 2021). L'inactivité, objectivement fréquente dans les parcours de ces jeunes, interprétée de leur part comme l'un des principaux déclencheurs des moments de vulnérabilité, est alors condamnée comme pour être mieux évitée. En ce sens, les assertions postulant que ces jeunes se reposeraient volontiers sur l'aide sociale ne rendent pas compte de la dimension vitale, morale et sociale de leur rapport à l'activité.

Le travail se doit de plus en plus d'apporter du « sens » à l'existence (Baudelot et Gollac, 2003), y compris pour ces jeunes vulnérables. Que ce soit grâce au pouvoir d'achat qu'il procure, à travers la reconnaissance ou l'utilité sociale qu'il induit (les trois étant plus liés qu'on le croit), le travail s'avère fondamental pour avancer et s'épanouir dans d'autres activités, et ce, jusque dans les autres sphères de la vie. Malgré leurs parcours d'insertion plus incertains, les rapports au travail des jeunes vulnérables s'enrichissent tout autant que pour les autres de cet intérêt grandissant porté au sens donné à leur activité.

De plus, il faut rappeler que la question générale de la rétribution englobe un large spectre : de la survie à court terme à l'accès aux biens de consommation, en passant par la prise d'indépendance, la sécurité et l'accomplissement des projets dans une temporalité à plus long terme... Il s'agit là des aspects d'un accès à l'autonomie que la sociologie de la jeunesse souligne comme étant essentiels dans le passage à l'âge adulte (Cicchelli, 2001). L'aspect financier associé au travail, auquel certains opérateurs des politiques publiques réduisent parfois les motivations des jeunes vulnérables, prend une allure spécifique pour cette catégorie d'individus fortement touchés par la dépossession des ressources matérielles. La rétribution par le travail est pour eux doublement importante, tant en raison des revenus qu'elle offre que par l'autonomie qu'elle symbolise lors du passage à l'âge adulte. La particularité des jeunes vulnérables renvoie à cette prise d'autonomie qui s'apprécie non seulement par rapport à la famille d'origine (de Singly, 2000), mais aussi par rapport aux dispositifs publics d'accompagnement et aux allocations d'aides sociales. L'impression de manquer d'emprise sur son parcours, la dépendance matérielle et l'incapacité de faire leurs

propres choix – voire le sentiment d'impuissance qui en découle – est l'élément transversal principal parmi les définitions diverses que ces jeunes donnent de la vulnérabilité (Alfonsi et Longo, 2020). Le salaire et l'autonomie à laquelle il permet d'accéder permettent d'échapper à la vulnérabilité. Les jeunes enquêtés l'ont bien compris.

Nous confirmons également les aptitudes des jeunes à dresser des portraits réalistes et complexes des opportunités et des difficultés qui les attendent sur le marché du travail. Les jeunes démontrent aussi qu'ils sont loin de méconnaître les complexités sectorielles ou structurales de ce marché, et qu'ils identifient bien les injustices qui le traversent. Ils confirment dans les faits la contradiction entre l'appel à l'activation scolaire et professionnelle de la part des politiques ou des dispositifs d'accompagnement (Binet, 2020), et la perception qu'ils ont, à leur grand désarroi, des opportunités réelles qui leur sont en fait réservées.

Les divers sens et nuances que l'on peut dégager des rapports qu'entretiennent les jeunes vulnérables envers l'activité, l'inactivité, le travail, l'emploi et le monde professionnel mettent globalement en évidence l'important travail de réflexivité qui est le leur. En mettant en lumière les subtilités de ces représentations et rapports au travail au fil de cet article, nous avons souhaité révéler les dispositions à l'agentivité dont font preuve ces jeunes en ce qui concerne leurs positionnements vis-à-vis de la sphère professionnelle. Il ne s'agit pas ici de passer du misérabilisme au populisme (Grignon et Passeron, 1989), mais plutôt de rendre compte de la richesse des rapports des jeunes à la vie professionnelle, sans les réduire à l'occupation effective d'un emploi stable. En effet, ce n'est pas toujours par manque de motivation, par ignorance ou par paresse que les jeunes n'occupent pas un emploi. Cette recherche menée auprès de jeunes vulnérables montre plutôt leur résilience en la matière : malgré tous les obstacles passés et présents, liés à leur famille d'origine ou au marché du travail, ils veulent encore, le plus souvent, travailler. De plus, ces jeunes développent et exercent leur réflexivité comme le suggèrent les programmes d'activation qu'ils poursuivent, malgré leur manque de contrôle sur leur parcours. Ils apprennent à définir et à formuler leurs choix en mobilisant leurs ressources personnelles et environnantes (Caetano, 2017).

Construit pour reconnaître les marges de manœuvre des individus dans des parcours exposés aux contraintes des structures sociales, le concept d'agentivité permet ici de souligner la capacité des jeunes à réagir et à répondre à ces influences structurelles par des décisions, aussi bien majeures que mineures, pouvant venir activement contrecarrer les contraintes qui délimitent leur vie (Evans, 2002). L'apport de cet article est donc aussi de mettre en lumière ces expériences de l'agentivité par les jeunes vulnérables, révélées au travers de leurs rapports au travail. Il s'agit d'aller à l'encontre d'une appréciation de leurs parcours qui ne tiendrait pas compte de ces éléments et qui contribuerait alors à la fois à naturaliser et à individualiser les difficultés qu'éprouvent ces jeunes à mener une vie professionnelle stable, durable et signifiante, en reléguant à l'arrière-plan les effets d'inégalités sociales cumulées. Car c'est la réflexivité des jeunes, les capacités d'entendement de leur situation et de leur environnement, tout comme leurs dispositions à se projeter et à développer des stratégies en vue de leur insertion professionnelle, qui sont ainsi souvent mises de côté (Emirbayer et Mische, 1998).

Pourtant, c'est bien à travers le travail, ses revenus, sa reconnaissance et son utilité que les jeunes entendent mettre en œuvre, exercer et affuter leur agentivité. Cette recherche montre plutôt la capacité d'évolution des jeunes en la matière, tout comme le lien fort entre leurs perceptions de la vulnérabilité et de l'agentivité avec les sens qu'ils donnent au travail.

Bien sûr, l'analyse souffre certainement d'un biais de sélection puisque ces jeunes faisaient preuve d'une certaine résilience face aux difficultés d'insertion en emploi, sachant que la majorité ont été rencontrée au sein d'organismes proposant une aide à l'emploi. Il se peut alors que les jeunes vulnérables se tenant à distance de ces dispositifs tiennent, eux, d'autres discours – les personnes que nous avons interviewées étant certainement disposées à chercher un emploi, du moins à jouer le jeu de l'accompagnement. Il se peut aussi que leurs paroles aient été en partie orientées par celles avec lesquelles ils se sont familiarisés dans ces lieux. Mais la récurrence à travers leurs rapports au travail, identifiée dans les histoires de vie recueillies et de manière transversale aux sous-groupes et aux deux territoires, nous porte à penser qu'il s'agit bien là d'un résultat qui puisse être généralisé au-delà de notre échantillon : les dispositions de ces jeunes à l'égard du travail sont reconnues d'abord comme des effets de leurs expériences de vulnérabilité. Elles ont été forgées au gré de ces difficultés qui ont marqué durablement leurs parcours, plus qu'elles ne sont une conséquence de leur seule fréquentation d'un organisme d'aide à l'emploi. En outre, les aptitudes de réflexivité et d'agentivité des jeunes vulnérables demeurent objectivables et ont pu être reconnues, en entretien, dans le récit de séquences antérieures et extérieures à leur présence dans des dispositifs d'accompagnement.

Enfin, nous notons la convergence des résultats et des constats entre les contextes français et québécois. Les jeunes interrogés sur les deux continents partagent beaucoup plus de points communs que de divergences au regard de leurs rapports au travail. Ceci est d'autant plus saillant pour certaines catégories, notamment celle des jeunes immigrants, qui se différencient des autres catégories de jeunes, mais qui retrouvent pourtant de fortes analogies entre les deux contextes. Au fond, hormis des aspects spécifiques corrélés à des conjonctures sociétales distinctes – comme les différences de marché du travail et de système de protection sociale documentées par ailleurs (Lima, 2004; Moulin, 2012) – les résultats mettent en évidence, par l'ampleur des points communs, la réalité commune des contraintes et des positionnements vis-à-vis du travail des jeunes qui traversent des situations de vulnérabilité.

Bibliographie

- Alfonsi, J. et M. E. Longo (2020). Les vulnérabilités des jeunes: un apport des « catégories naturelles », *Réalités familiales*, 130-131, s. p.
- Baudelot, C. et M. Gollac (2003). *Travailler pour être heureux? Le bonheur et le travail en France*. Paris : Fayard.
- Becquet, V. (2012). Les « jeunes vulnérables » : essai de définition, *Agora débats/jeunesses*, 3 (62), 51-64.

- Berthet, T., M. E. Longo, C. Bidart, J. Alfonsi et M. Noël (2021). *Les rapports au travail des jeunes en situation de vulnérabilité. Dynamiques sociales, action publique et expériences individuelles en France et au Québec*. Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP). <https://injep.fr/publication/les-rapports-au-travail-des-jeunes-en-situation-de-vulnerabilite/>
- Bidart, C. (2019). How plans change: Anticipation, interferences and unpredictabilities, *Advances in life course research*, 41, 1-8.
- Bidart, C. et M. E. Longo (2007). Bifurcations biographiques et évolutions des rapports au travail. In J.-F. Giret, Y. Grelet, C. Lavalie, J. Timoteo et P. Werquin (dir.), *Rupture et irréversibilités dans les trajectoires* (p. 27-37). Céreq Relief.
- Binet, J. (2020). *Aux frontières de la vie active : gouvernementalité et politiques d'activation des jeunes « NEEF »*. Thèse de doctorat, Université d'Ottawa. <https://ruor.uottawa.ca/handle/10393/40536>
- Bonnet, E., M. Zora et E. Verley (2018). De la « qualité de l'emploi » au « rapport au travail » des jeunes : des évolutions paradoxales. In T. Couppié, A. Dupray, D. Epiphane et V. Mora (coord.), *20 ans d'insertion professionnelle des jeunes : entre permanences et évolutions* (p. 85-93). Céreq Essentiels.
- Bourdieu, P. (1979). *La distinction. Critique sociale du jugement*. Paris : Éditions Minuit.
- Brodiez-Dolino, A. (2016). Le concept de vulnérabilité. *La vie des idées*. En ligne : <https://laviedesidees.fr/Le-concept-de-vulnerabilite.html>
- Caetano A. (2017). Reflexive dialogues: Interaction and writing as external components of personal reflexivity, *Sociological Research Online*, 22 (4), 66-86.
- Castel, R. (1995). *Les métamorphoses de la question sociale*. Paris : Fayard.
- Châtel, V. et S. Roy (dir.) (2008). *Penser la vulnérabilité. Visages de la fragilisation du social*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Cicchelli, V. (2001). Les jeunes adultes comme objet théorique, *Recherches et Prévisions*, 65, 5-18.
- Couppié, T., A. Dupray, D. Épiphanie et V. Mora (coord.). (2018). *20 ans d'insertion professionnelle des jeunes : entre permanences et évolutions*. Céreq Essentiels.
- Couronné, J. (coord.), J. Bene, A. Dirani, C. Dupuy, S. Gaviria, D. Glaymann, C. Guégnard, M. E. Longo, D. Mélo, M. Noël, F. Sarfati, J. Simha, L. Szerdahelyi et A. Trindade-Chadeau (2019). *Pour une approche plurielle du rapport au travail. Analyse des parcours juvéniles*. Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP). <https://injep.fr/publication/pour-une-approche-plurielle-du-rapport-au-travail>
- de Singly, F. (2000). Penser autrement la jeunesse, *Lien social et Politiques*, 43, 9-21.
- Dumollard, M., B. Weiss et M. Goyette (2020). L'action publique jeunesse au Québec : des configurations locales aux usages des services par les jeunes en situation de vulnérabilité, *Revue Jeunes et Société*, 5 (1), 27-49.

- Emirbayer M. et A. Mische (1998). What is Agency? *The American Journal of Sociology*, 103 (4), 962-1023.
- Evans K. (2002). Taking control of their lives? Agency in young adult transitions in England and the New Germany, *Journal of Youth Studies*, 5 (3), 245-269.
- Fleury, C. (2009). Allongement de la jeunesse et précarisation de l'emploi : un lien de causalité? *Cahiers canadiens de sociologie*, 34 (2), 283-312.
- Furlong, A. (2009). Revisiting transitional metaphors: reproducing social inequalities under the conditions of late modernity, *Journal of Education and Work*, 22 (5), 343-353.
- Gaviria, S. et D. Mélo (2018). Rapports au travail ici et ailleurs : articulations et tensions, *Agora Débats Jeunesse*, 79, 53-66.
- Greenan, N. et M. Seghir (2018). Quelle vulnérabilité des travailleurs européens face aux conditions de travail dégradées? *Connaissance de l'emploi*, 138, 1-4.
- Grignon, C et J.-C. Passeron (1989). *Le Savant et le Populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*. Paris : Le Seuil.
- Guégnard, C. et L. Szerdahelyi (2019). L'empreinte du genre sur les rapports des jeunes au travail. In J. Couronné (coord.), *Pour une approche plurielle du rapport au travail. Analyse des parcours juvéniles* (p. 55-66). Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP).
- International Labour Office (2012). *World of work report 2012. Better jobs for a better economy*. Genève.
- Institut national de la jeunesse et de l'éducation population (2021). *Les chiffres clés de la jeunesse en 2021*. <https://injep.fr/publication/les-chiffres-cles-de-la-jeunesse-2021>
- Kenworthy, L. et L. McCall (2008). Inequality, public opinion and redistribution, *Socio-Economic Review*, 6 (1), 35-68.
- Labadie, F. (2012). *Inégalités entre jeunes sur fond de crise: rapport de l'Observatoire de la jeunesse*. Paris : La Documentation française.
- Lallement M. (2003). Pragmatique de la comparaison. In M. Lallement et J. Spurk (dir.), *Stratégies de comparaison internationale* (p. 295-306). France : CNRS Éditions.
- Lima, L. (2004). *L'état social et les jeunes: une comparaison France-Québec des systèmes d'assistance-jeunesse*. Thèse de doctorat, Université de la Méditerranée - Aix-Marseille II.
- Longo, M. E. (2018). Rapports des jeunes au travail, pratiques d'emploi et diplômes: l'amalgame de parcours différenciés. *Agora Débats Jeunesse*, 79 (2), 67-85.
- Longo, M.E. (2012). Les enjeux de la comparaison internationale des données biographiques. *Terrains et travaux*, 2 (21), 125-143.

- Longo, M. E. (2011). *Transitions des jeunes vers la vie adulte : processus d'insertion et rapports à la vie professionnelle. Perspectives pour les programmes d'action*. Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP). <https://injep.fr/publication/transitions-des-jeunes-vers-la-vie-adulte-processus-dinsertion-et-rapports-a-la-vie-professionnelle/>
- Longo, M. E., T. Berthet et J. Alfonsi (2021). Les injonctions paradoxales du métier d'intervenant auprès des jeunes en situation de vulnérabilité en France et au Québec. *Agora Débats jeunesse*, 3 (89).
- Longo, M. E. et S. Bourdon (2016). La configuration en « deux temps » des rapports à la vie professionnelle, *SociologieS*. En ligne : <https://journals.openedition.org/sociologies/5711>
- Longo, M. E., S. Bourdon, N. Vachon, É. St-Jean, M. Pugliese, É. Ledoux, M. Vultur, N. Gallant, A. Lechaume, C. Fleury et X. St-Denis (2021). *Portrait statistique de l'emploi des jeunes au Québec dans la décennie 2010-2019. Un bilan d'ensemble très positif, des positions variées envers l'activité et l'emploi et des inégalités persistantes*. Institut national de la recherche scientifique (INRS). <http://chairejeunesse.ca/node/1490>
- Longo, M. E. et M. Noël (2019). La construction intergénérationnelle des rapports des jeunes au travail. In J. Couronné (coord.) et al., *Pour une approche plurielle du rapport au travail. Analyse des parcours juvéniles* (p. 27-38). Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP).
- Loriol, M. (2017). *Le(s) rapport(s) des jeunes au travail. Revue de littérature 2006-2016*. Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP). <https://injep.fr/publication/les-rapports-des-jeunes-au-travail/>
- Méda, D. et P. Vendramin (2013). *Réinventer le travail*. Paris : Presses universitaires de France.
- Mercure, D., et M. Vultur (2010). *La signification du travail. Nouveau modèle productif et ethos du travail au Québec*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Moriau, J. (2011). Sois autonome! Les paradoxes des politiques publiques à destination des jeunes adultes en difficulté. In M. Goyette, A. Pontbriand et C. Bellot (dir.), *Les transitions à la vie adulte des jeunes en difficulté* (p. 15-32). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Moulin, S. (2012). L'émergence de l'âge adulte : de l'impact des référentiels institutionnels en France et au Québec, *SociologieS*. En ligne : <http://sociologies.revues.org/3841>
- Nicole-Drancourt, C. (1994). Mesurer l'insertion professionnelle. *Revue française de sociologie*, 35 (1), 37-68.
- Nicole-Drancourt, C. et L. Roulleau-Berger (2001). L'évolution du rapport au travail des jeunes. In C. Nicole-Drancourt et L. Roulleau-Berger (dir.) *Les jeunes et le travail* (p. 153-249). Paris : Presses universitaires de France.

- Papinot, C. et M. Vultur (2010). *Les jeunesses au travail. Regards croisés France-Québec*. Québec : Les Presses de l'Université Laval.
- Paugam, S. (2000). *Le salarié de la précarité*. Paris : Presses universitaires de France.
- Soulet, M.-H. (2005). Reconsidérer la vulnérabilité, *Empan*, 4 (60), 24-29.
- Spini, D., L. Bernardi et M. Oris (2017). Toward a Life Course Framework for Studying Vulnerability, *Research in Human Development*, 14 (1), 5-25.
- Statistique Canada (2019). *Enquête sur la population active : fichier de microdonnées à grande diffusion* [ensemble de données]. Statistique Canada.
- Supeno, E. et V. Mongeau (2015). Horizon informationnel sur la formation et le travail chez de jeunes adultes non diplômés en situation de précarité, *Nouveaux cahiers de la recherche en éducation*, 18 (1), 114-136.
- Van de Velde, C. (2008). *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*. Paris : Presses universitaires de France.
- Vendramin, P. (2008). *Generational approach to the social patterns of relation to work. Final synthesis report*. Centre de recherche de la Fondation Travail-Université.
- Vultur, M. (2018). Le concept de précarité : quelle adéquation aux transformations actuelles du monde du travail? In D. Mercure et M. Vultur (dir), *Dix concepts pour penser le nouveau monde du travail* (p. 29-50). Québec : Presses de l'Université Laval.